

**Arrêté préfectoral
Portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques
des installations de fabrication de mâts exploitées avenue Louis Lumière à Périgny
par la société Z DIFFUSION**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01.1634SE/BNS délivré le 14 juin 2001 à la société Z DIFFUSION pour l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la fabrication de mâts comprenant un atelier de traitement de surface, à l'adresse suivante : avenue Louis Lumière à Périgny ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales pris en application de l'article L. 512-5 en date du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 ;

Vu l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2001 susvisé et le l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Vu les constats de l'inspection des installations classées repris dans le rapport du 19 décembre 2025 et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 12 janvier 2026, précisant notamment pour le constat n° 3 que le site est aujourd'hui à zéro rejet industriel (bains et rinçages de la chaîne évacués périodiquement par pompage par un prestataire déchets) ;

Considérant que, lors de l'inspection du 26 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants, et que ces constats constituent des « faits non conformes » aux dispositions :

- de l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2001 : L'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives au désenfumage (2 %) ;
- de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé : l'exploitant ne dispose pas des capacités nécessaires de rétention des eaux d'extinction d'un incendie sur son site conformément à la règle D9A ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2001 et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Z DIFFUSION de respecter les prescriptions de l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2001 et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisés ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La société Z DIFFUSION, exploitant des installations de fabrication de mâts sises sur la commune de Périgny, Avenue Louis Lumière, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2001 et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisés en mettant en œuvre les prescriptions suivantes dans un délai indiqué ci-après :

- L'exploitant met en œuvre une solution technique lui permettant de disposer du volume nécessaire de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie conformément à la règle D9A - **délai : 12 mois**

- L'exploitant met en place les dispositifs de désenfumage afin de respecter le seuil des 2 % conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation - **délai : 12 mois**.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Z DIFFUSION sise Avenue Lumière, 17180 Périgny.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée, pour information, à Madame le Maire de Périgny.

La Rochelle, le **21 JAN. 2026**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON

